ASSEMBLÉE NATIONALE

9 janvier 2025

PJL D'URGENCE POUR MAYOTTE - (N° 772)

Tombé

AMENDEMENT

N ° CE56

présenté par

M. Bothorel et M. Travert

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 6, insérer l'article suivant:

Par dérogation au 3ème et 7ème alinéa de l'article L. 47 du code des postes et des communications électroniques, l'occupation du domaine public routier pour les installations de communications électroniques implantées à titre temporaire ou dans le cadre d'interventions urgentes, nécessaires pour assurer la continuité du fonctionnement et le renforcement des services et des réseaux de communications électroniques ne fait pas l'objet de permission de voirie.

EXPOSÉ SOMMAIRE

La dispense temporaire de dépôt d'une demande de permission de voirie permettra de simplifier les procédures et d'accélérer significativement la reconstruction des infrastructures numériques du département de Mayotte, dans l'intérêt du territoire.

Le présent article doit s'appliquer pour une durée de deux ans, conformément à l'article 5 du projet de loi.